

## Les élites et la crise en Algérie

Chers amis,

Ramadhan Karim et Aïd Moubarak Saïd,

Après des vacances et un repos bien mérité, le moment est venu pour reprendre notre travail en vue de la mobilisation pacifique pour le changement du système de gouvernance.

Je vous propose un sujet de débat autour du rôle que peuvent jouer les élites dans la résolution de la crise multidimensionnelle que vit notre pays.

Je vous propose une lecture inédite, tout à fait nouvelle, de quelques événements qui ont marqué le déclenchement de la guerre de libération nationale. Il s'agit du lancement du Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action (CRUA), de la création du Front de Libération Nationale (FLN) et du déclenchement de la Révolution armée le 1<sup>er</sup> Novembre 1954. C'est une lecture que je fais aujourd'hui afin d'en tirer quelques leçons pour nous aider à aller de l'avant dans la recherche de solution à la situation de blocage des institutions et de panne des réformes. Je ne dis pas que c'est une lecture qui a été faite par les acteurs en 1954, mais c'est une lecture qu'on peut s'autoriser pour des fins d'analyse.

Alors, je vous invite à participer activement au débat pour sauver la Nation algérienne.

J'ouvre ce premier sujet de débat pour répondre à la question suivante: comment les élites peuvent elles jouer un rôle de premier plan dans la résolution de la crise qui vit l'Algérie, aujourd'hui ?

Commençons par la définition des concepts d'élites et de crise.

Par élites, il faut entendre : un groupe de gens dans une société, qui sont puissants et qui ont beaucoup d'influence parce qu'ils possèdent richesses et/ou savoir.

Donc, lorsque nous parlons d'élites, nous parlons de groupe de gens, de société, de puissance, d'influence, de richesse et de savoir.

Comme dans les sociétés normalement constituées, la richesse et le savoir sont les chemins les plus rapides d'accès au pouvoir, nous constatons un abus de langage en qualifiant les tenants du pouvoir, d'élites. Il se trouve que dans beaucoup des pays en développement, l'Algérie notamment, c'est le pouvoir qui mène à la richesse et non le contraire. Alors que les gens de savoir sont totalement exclus de celui-ci.

Par crise, il faut entendre la crise multidimensionnelle que vit l'Algérie. Cette crise se manifeste par cinq dimensions :

- La dimension politique caractérisée par un pouvoir autoritariste et patrimonialiste,
- La dimension culturelle autour de la place des langues, de la religion, de l'identité et du projet de choix de société,
- La dimension économique, à savoir, un pays riche et un peuple pauvre,
- La dimension sécuritaire avec la violence comme seul moyen de règlement des conflits, dans un contexte aggravé par la perte de la morale collective et de corruption généralisée,
- La dimension de gouvernance et la dérive d'un Etat défaillant vers un Etat déliquéscent.

L'Algérie a vécu en 1953-1954, une crise mettant en cause l'avenir de la Nation. Les populations souffraient de la répression coloniale. Les élites étaient divisées entre centralistes, messalistes, oulémas, communistes etc. et se livraient un combat sans merci. La pauvreté, les maladies et le désespoir de la jeunesse étaient le quotidien de la grande majorité de la population.

Et c'est dans cette ambiance de désespoir total que neuf jeunes<sup>1</sup> ont pris leur responsabilité devant l'histoire et ont créé, le Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action en Mars 1954.

Le travail de ce comité a abouti en l'espace de quelques mois (sept) à la création du Front de Libération Nationale en Octobre et le déclenchement de la guerre d'indépendance nationale en Novembre.

Il ne restait aux élites que l'alignement derrière cette nouvelle génération. En réalité les élites ont perdu la capacité d'initiative à un moment crucial de l'histoire de notre processus de libération nationale. C'était un coup dur qui n'a toujours pas été dépassé.

Concernant la résolution de la crise et le rôle des élites, cette expérience nous permet de tirer un certain nombre de leçons.

La situation se caractérisait par le désespoir du peuple et l'absence de perspectives pour la jeunesse, l'inefficacité du travail politique, l'incapacité des instruments en place de réaliser le changement attendu (les élections notamment), la léthargie des forces politiques.

La création du Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action peut être interprétée, aujourd'hui, comme :

- une innovation en matière d'organisation du travail politique par les concepts de Révolution et d'Unité, c'est ce qui a donné naissance au Front de Libération Nationale,
- Une innovation en matière d'instruments du changement par le passage à la lutte armée et le déclenchement de la Révolution le 1<sup>er</sup> Novembre,
- Un pari sur de nouvelles forces : la jeunesse et les masses populaires.

Mais ces innovations et ce pari ont eu des « dommages collatéraux » : la marginalisation des élites et le sacrifice de la démocratie et de l'avis contraire au profit de l'unité d'action. La règle était : « lorsque le fusil parle, la plume doit se taire ».

Ces deux dégâts collatéraux sont devenus la marque du système de pouvoir algérien. Une tentative d'ouverture vers les élites et les contre pouvoirs a été initiée par le Congrès de la Soummam, mais elle a été enterrée pour de bon à la suite de la guerre des wilayate et la prise du pouvoir par l'armée aux frontières à l'indépendance.

La leçon à retenir de cette expérience est que : (i) la marginalisation des élites et le sacrifice de la démocratie et des contre pouvoirs trouvent leur racine dans le processus de lutte de libération nationale du système colonial ; (ii) face à une crise grave la solution ne peut venir que d'innovations et de nouveaux paris.

Revenons à la crise aujourd'hui. C'est une crise qui se caractérise par cinq dimensions, parmi lesquelles, une dimension fondamentale, c'est la crise politique qui ne peut être réglée que par le changement du pouvoir autoritariste et patrimonialiste par un pouvoir démocratique.

---

<sup>1</sup> Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella, Krim Belkacem, Mostefa Ben Boulaid, Larbi Ben M'hidi, Rabah Bitat, Mohammed Boudiaf, Mourad Didouche, Mohammed Khider.

La refondation du système de gouvernance est la clé à la résolution des autres dimensions de la crise.

Autrement dit, la priorité doit aller au changement du système de pouvoir et à la refondation du système de gouvernance.

Le régime en Algérie se caractérise par l'autoritarisme et le patrimonialisme dans l'exercice du pouvoir et par la rente et la prédation dans l'allocation des ressources.

Or le totalitarisme et le patrimonialisme mènent vers la corruption du pouvoir, alors que la rente et la prédation mènent vers la corruption de l'argent. La corruption du pouvoir signifie l'émiettement de celui-ci en l'absence d'un pouvoir central fort.

La présence, en même temps, de la corruption du pouvoir et de la corruption de l'argent, ouvre la voie à la corruption généralisée de l'ensemble des composantes du régime.

La corruption généralisée du régime débouche sur un Etat défaillant.

Lorsque l'Etat défaillant fait face à l'expression des mécontentements par des émeutes, il dérive vers un Etat déliquescence compte tenu de la faiblesse sinon l'absence de la puissance régaliennne de l'administration.

Enfin l'Etat déliquescence et l'absence de morale collective, engendrent une forte probabilité des toutes sortes de dérives : embrasements majeurs, effondrement des institutions, désarroi de la jeunesse, violences et souffrances de toutes sortes.

Un régime patrimonialiste est un régime qui bénéficie d'une rente confortable qui rassemble autour du « CHEF » un groupe de courtisans prêts à se distinguer par leur zèle dans l'allégeance et à s'assurer ainsi toutes sortes de gratifications. Pour sa part la société dans son ensemble, demeure écartée des préoccupations du sommet, ses problèmes n'étant guère pris en considération.

Un Etat défaillant se manifeste par cinq facteurs:

- l'absence de l'Etat de droit : la justice est au service du pouvoir, d'où l'expression de « HOGRA » et le phénomène des « HARRAGA »,
- l'absence de l'Etat régalienn, à savoir, l'incapacité de l'administration à exercer ses prérogatives de puissance publique. Il y a absence de l'Etat et le sentiment que le pays est à l'abandon,
- l'économie défaillante : cycle de mauvaise croissance et de récession ; pays exportateur de richesse et importateur de pauvreté, économie de rente distributive au lieu d'économie productive,
- l'absence de légitimité de l'Etat : les institutions officielles souffrent de manque de représentativité, à savoir, faible taux de participation aux élections, fraude électorale, l'efficacité des acteurs de la société civile dépend de leur proximité des figures importantes du régime, vide institutionnel et dilution des responsabilités, une opposition émiettée.
- la fragilisation de la société : la destruction des classes moyennes, la paupérisation des populations, la perte de la morale collective, la déprime est partout, la pauvreté et la mal-vie se côtoient.

Un Etat déliquescence se caractérise par la généralisation de la corruption, l'institutionnalisation de l'ignorance et de l'inertie, le culte de la personnalité, la centralisation du pouvoir de décision entre un nombre réduit d'individus au lieu et place des institutions habilitées, l'émiettement du pouvoir entre les différents clans à l'intérieur du système. Le pays persistera, alors, dans la situation de non gouvernance avec la forte probabilité de vivre en même temps la violence sociale et la violence terroriste. C'est alors la trappe

de misère permanente et la porte ouverte à la dislocation de l'unité nationale et le danger sur l'unité du territoire.

Que peuvent faire les élites dans une telle situation ?

Il y a toujours l'attitude qui consiste à dire : « après tout c'est le pouvoir en place qui a créé la crise, il n'a qu'à se débrouiller avec » et attendre en y allant doucement par la recherche d'une légitimité hypothétique qui viendrait des élections. Le changement ne peut venir d'élections organisées au profit du régime en place !

Il faut s'inspirer de l'expérience de 1954 et innover en matière d'organisation du travail politique, innover en matière d'instruments du changement et parier sur de nouvelles forces.

L'innovation en matière d'organisation du travail politique peut venir de l'utilisation des possibilités offertes par les Nouvelles Technologies de l'Informatique et des Télécommunications : réseaux sociaux, face book, internet, youtube etc.

L'innovation en matière d'instruments du changement peut se résumer en cinq instruments:

- **Une force motrice** : c'est un discours politique mobilisateur qui explique clairement l'inévitabilité du changement et qui définit le choix devant lequel se trouve la Nation Algérienne : se taire aujourd'hui et subir le changement dans le désordre avec tous les risques de dérapages ou se mobiliser dans le calme et la sérénité, identifier les problèmes et se préparer à les résoudre, concevoir le changement dans le long terme au bénéfice de tous.
- **Une vision** qui expose la situation de l'Algérie d'aujourd'hui, avec tous ses risques et ses dérives et qui donne les contours de sa mutation grâce au changement proposé. De même qu'une feuille de route qui explicite clairement les missions et les étapes de mise en œuvre du changement, ainsi que les engagements des différentes parties prenantes au changement et le système de contrôle et de validation.
- **Un leadership** collectif, capable de donner un sens au changement, de réaliser le consensus et de mener rapidement l'Algérie vers la prospérité. Il ne pourra être constitué que de compétences nationales de très haut niveau, avec à leur tête un groupe de personnalités respectées, réfléchies, visionnaires et au dessus des partis, des clans et des intérêts privés.
- **Un certain nombre de personnalités et/ou de groupes d'appui** ayant une présence de caution au sein de la société et disposant d'une respectabilité pour soutenir le leadership et la stratégie d'implantation du changement.
- **Les réalisateurs du changement**, seront des personnes qui assureront la préparation, la coordination et la mise en œuvre du changement dans tous les secteurs.

Le pari est à faire sur les compétences nationales aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger pour les engager dans la voie de la résolution de la crise.

Il faut bien noter que la mutation ne nécessite pas le nombre. C'est le respect scrupuleux par tous d'un certain nombre de principes qui assurent le succès.

Il s'agit de : 1. l'absence totale de violence, ni dans le verbe ni dans l'acte, lors des revendications pour enlever au pouvoir le justificatif de la répression. 2. la clarté intellectuelle, même si elle présente un grand défi pour le pouvoir avec les risques de répression. 3. la culture démocratique dans le travail au changement : le pouvoir de bas en haut et le respect des règles d'alternance. 4. Les principes démocratiques

fondamentaux sont un garant du succès, d'où, il est impossible de réussir en utilisant les méthodes autocratiques. 5. les forces du changement commenceront en petit nombre qui grossit au fur et à mesure par les relations directes avec la base, le lancement des idées et en présentant une alternative crédible. 6. plus les gens se mobiliseront autour du changement plus le pouvoir en place perd confiance et se prépare à la négociation d'une sortie honorable. 7. il faut qu'une personnalité assume le leadership et prenne la tête du mouvement pour le changement.

Les missions pour les élites dans la voie du changement sont ainsi clairement définies : 1. intérioriser la nécessité du changement dans le calme et la sérénité pour sauver la Nation Algérienne. 2. travailler à l'élaboration de la force motrice et de la vision. 3. travailler à l'établissement d'un consensus pour un leadership assumé. 4. repérer les personnalités d'appui. 5. repérer les réalisateurs du changement.

Après cela définir une stratégie de communication qui doit comprendre deux premières étapes probatoires : la première consacrée à l'éducation citoyenne ; la deuxième à l'appel à l'imputabilité (accountability ou moussaala).

C'est le sens du travail que j'ai lancé depuis Novembre 2009.

Par Dr Ahmed BENBITOUR

Septembre 2010.